

Oliver Cann, Directeur des relations avec les médias - Tél. : +41 79 799 3405 - E-mail : Oliver.Cann@weforum.org

Le rapport mondial sur la parité entre hommes et femmes

- La neuvième édition du *Rapport mondial sur la parité entre hommes et femmes* suggère que nous devons patienter encore 81 ans pour atteindre la parité entre hommes et femmes sur le lieu de travail.
- Les avancées d'ensemble enregistrées par l'égalité entre hommes et femmes depuis 2006 se voient contrecarrées par des reculs dans un petit nombre de pays.
- En 2014, les nations nordiques dominent dans l'Indice mondial de l'écart entre les genres (Global Gender Gap Index). Le Nicaragua, le Rwanda et les Philippines font partie intégrante, quant à eux, du top 10 du classement.
- Téléchargez la version intégrale du rapport [ici](#).

Genève, Suisse, le 28 octobre 2014 – Les neuf années de mesure des disparités entre hommes et femmes à l'échelle du monde ne font apparaître qu'une légère amélioration de l'égalité en faveur des femmes sur le lieu de travail. Selon le Rapport mondial 2014 sur l'écart entre les genres, paru ce jour, l'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de participation et de perspectives économiques s'établit aujourd'hui à 60 % dans le monde, soit une amélioration de 4 % seulement par rapport aux 56 % relevés en 2006, lors de la première mesure réalisée par le Forum. Si l'on continue sur cette trajectoire, sans changement des autres paramètres, il faudra 81 ans au monde pour combler complètement cette brèche.

Cette neuvième édition du rapport indique que, parmi les 142 pays étudiés, la disparité entre les hommes et les femmes la plus faible est celle constatée dans les domaines de la santé. Elle atteint en effet 96 % à l'échelle mondiale, et 35 pays l'ont totalement éliminée, dont trois au cours des 12 derniers mois. Vient ensuite le niveau d'instruction, domaine pour lequel l'égalité atteint 94 % sur le plan mondial. En la matière, 25 pays ont totalement comblé la brèche. Si la participation et les perspectives économiques restent les lanternes rouges des disparités, l'égalité reste inférieure pour le quatrième pilier, à savoir, les responsabilités politiques, qui atteint tout juste 21 %, bien que ce domaine ait connu une amélioration sans précédent depuis 2006.

S'il est vrai qu'aucun pays n'a atteint la parité entre hommes et femmes à tous les niveaux, les pays nordiques restent les sociétés les plus égalitaires du monde. L'année dernière, les quatre nations en tête du classement étaient l'Islande (1^{ère}), la Finlande (2^{ème}), la Norvège (3^{ème}) et la Suède (4^{ème}), suivies du Danemark, qui est remonté de la huitième à la cinquième place. Ailleurs, le top 10 est en forte évolution : le Nicaragua gagne quatre places pour accéder à la sixième position, le Rwanda entre dans l'indice pour la première fois, en septième place, tandis que l'Irlande se classe huitième, les Philippines perdent quatre places pour atteindre la neuvième position et la Belgique remonte d'une place en dixième position.

Plus loin dans l'indice, les États-Unis d'Amérique montent de trois places jusqu'à la 20^{ème} position, en 2014, après avoir réduit l'écart entre les salaires et augmenté le nombre de femmes occupant des postes parlementaires et ministériels. Parmi les BRICS, l'Afrique du Sud (18^{ème}) occupe la meilleure place, grâce à d'excellents scores de participation à la vie politique. Elle est suivie du Brésil (71^{ème}), puis de la Russie (75^{ème}), de la Chine (87^{ème}) et de l'Inde (114^{ème}).

Analyse régionale

Les pays d'**Europe et d'Asie centrale** occupent 12 des 20 premières positions de l'indice, soit un recul d'une place par rapport à l'année dernière. L'une des principales économies de la zone, l'Allemagne, gagne deux places pour se hisser en 12^{ème} position, et la France fait un bond de la 45^{ème} à la 16^{ème} place, alors que le Royaume-Uni perd huit places pour se classer 26^{ème}. L'amélioration observée en France s'explique principalement par l'augmentation du nombre de femmes participant à la vie politique (notamment les 49 % de femmes ministres, qui représentent l'un des ratios les plus élevés du monde) ainsi que par la réduction des écarts entre les salaires. La chute du Royaume-Uni peut principalement être imputée aux changements d'estimations des revenus.

En Asie et dans le Pacifique, les Philippines restent le pays le mieux classé de la zone, suivies de la Nouvelle-Zélande (13^{ème}) et de l'Australie (24^{ème}). Ces nations sont toutefois des exceptions régionales, car un seul autre pays, la Mongolie (42^{ème}) entre dans le top 50. Singapour, la République démocratique populaire du Laos et la Thaïlande viennent ensuite respectivement en 59^{ème}, 60^{ème} et 61^{ème} positions. Le Japon remonte d'une place, pour occuper la 104^{ème} position, tandis que la Chine chute de 18 places, pour passer en 87^{ème} position, en grande partie à cause de la faible proportion des naissances de filles par rapport à celle des garçons. L'Inde, quant à elle, descend jusqu'à la 114^{ème} place, représentant ainsi la BRICS la plus mal noté et l'un des quelques pays où la main d'œuvre féminine régresse.

Accédant au sixième rang, le Nicaragua renforce sa position de leader de la parité entre hommes et femmes en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, grâce à ses performances exceptionnelles dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la politique. Il fait partie des 10 pays de la zone entrant dans le top 50 cette année. Parmi les

grandes économies, le Brésil se classe 71^{ème}, avec neuf places perdues, bien qu'il ait réussi à atténuer les disparités entre hommes et femmes en matière de niveau d'instruction et de santé. Aujourd'hui, il doit se donner pour priorité de sécuriser son retour sur investissement en renforçant sa main-d'œuvre féminine. La chute du Mexique au 80^{ème} rang s'explique par la faible représentation des femmes en politique, mais se trouve compensée, en partie, par les améliorations observées aux niveaux de la main-d'œuvre féminine et des écarts de revenus.

En **Afrique du Nord et au Moyen-Orient**, le Koweït, en 113^{ème} position, est le pays le mieux placé de la zone, après avoir réalisé des avancées significatives en matière de revenu global, y compris pour les femmes. Les Émirats Arabes Unis chutent à la 115^{ème} place, bien qu'ils aient considérablement amélioré leurs performances en termes de participation économique et politique, et demeurent le deuxième pays du classement de la région. La zone compte également le pays le plus mal classé, le Yémen qui, avec sa 142^{ème} place, reste en queue de peloton depuis 2006, bien que des améliorations significatives aient été observées par rapport à ses scores passés.

L'**Afrique subsaharienne**, quant à elle, compte trois pays dans le top 20 de l'indice. Premier, le Rwanda devient le pays en développement le mieux classé, avec un score élevé de participation économique et politique. Vient ensuite le Burundi, qui grimpe de cinq places pour se classer en 17^{ème} position, suivi de l'Afrique du Sud. Enfin, la plus grande économie de la zone, le Nigeria, chute de 12 places, pour passer en 118^{ème} position.

Neuf ans de données

Les neuf années de données compilées dans le *Rapport mondial sur l'écart entre les genres*, publié pour la première fois en 2006, mettent en évidence le modèle de changement qui s'est opéré dans le monde par rapport aux performances passées de chacun des pays étudiés, et à celles enregistrées par les différentes nations, les unes par rapport aux autres.

« La majeure partie du progrès en faveur de l'égalité entre hommes et femmes observé au cours de ces 10 dernières années provient du nombre croissant de femmes entrant en politique et exerçant un emploi. Si davantage de femmes et d'hommes ont eu accès au travail au cours de cette dernière décennie, plus de femmes que d'homme sont entrées sur le marché du travail dans 49 pays. Et en politique, on compte désormais, sur le plan mondial, 26 % de femmes parlementaires et 50 % de femmes ministres en plus qu'il y a neuf ans. Ces changements sont très positifs, tant pour les économies que pour les cultures nationales, mais il est clair qu'il reste encore beaucoup de travail à faire et que la cadence du changement doit s'accélérer dans certaines zones », explique Saadia Zahidi, Directrice du Programme de parité entre hommes et femmes du Forum économique mondial et auteure principale du rapport.

Le progrès n'a pas été réparti également entre les quatre piliers que sont l'économie, la politique, la santé et l'éducation. Concernant le niveau d'instruction, la santé et, bien que de nombreux pays aient déjà atteint la parité, la tendance est en train de s'inverser dans certaines parties du monde. En effet, près de 30 % des pays étudiés présentent une disparité plus importante qu'il y a neuf ans concernant l'éducation, et ce chiffre atteint plus de 40 % pour la santé.

À l'échelle nationale, le changement opéré entre 2006 et aujourd'hui a été très positif, mais il en va différemment au niveau universel. Parmi les 111 pays étudiés en continu dans le rapport au cours des neuf dernières années, 105 ont réduit leurs inégalités entre hommes et femmes, mais six autres ont vu une détérioration des perspectives pour les femmes. Ces six pays sont répartis sur plusieurs zones : en Asie au Sri Lanka, en Afrique au Mali, en Europe en Croatie et en Macédoine, ainsi qu'au Moyen/Proche-Orient en Jordanie et en Tunisie. En Amérique, aucun pays n'a vu ses disparités entre hommes et femmes se détériorer.

Bien que les pays nordiques continuent à jouer leur rôle de modèle en termes de capacité à atteindre la parité entre hommes et femmes, certaines des plus grandes améliorations absolues et relatives constatées au cours de ces neuf dernières années provenaient de pays mal classés. Par exemple, le pays ayant opéré les améliorations les plus marquantes par rapport à son point de départ, il y a neuf ans, en termes de participation et de perspectives économiques est l'Arabie Saoudite, suivie du Burkina Faso pour l'accès à l'éducation, de l'Angola pour la santé et des Émirats Arabes Unis pour les responsabilités politiques. En termes absolus, les pays ayant affiché le plus d'amélioration sont le Guatemala pour la participation à la vie économique, le Népal pour l'accès à l'éducation, l'Angola pour la santé, et le Nicaragua pour les responsabilités politiques.

Dans la catégorie Participation à la vie économique, le Népal, le Botswana et le Nigéria ont affiché la plus forte amélioration absolue en termes d'augmentation du nombre de femmes au travail. Le Koweït, Luxembourg et Singapour ont, quant à eux, réalisé les plus grandes avancées absolues dans le domaine des revenus des femmes. L'amélioration la plus marquée concernant les femmes occupant des postes à responsabilité, à savoir législateur, cadre sénior et manager, vient de la France, de Madagascar et du Honduras, tandis que pour les postes d'experts en général, fonctions professionnelles et techniques, la Bulgarie, l'Équateur et le Honduras tiennent le haut du pavé.

Les pays ayant présenté le plus grand recul par rapport à leurs performances passées sont les suivants : la Jordanie concernant la participation à la vie économique, l'Angola pour le niveau d'instruction, l'Inde concernant la santé et le Botswana pour les responsabilités politiques. Les pays ayant affiché le moins d'amélioration en termes absolus sont les suivants : le Mali concernant la participation à la vie économique, l'Angola pour le niveau d'instruction, l'Inde concernant la santé et le Sri Lanka pour les responsabilités politiques.

La zone ayant présenté le plus gros changement absolu est l'Amérique Latine, suivie de l'Amérique du Nord, de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie et du Pacifique, puis du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'Europe a affiché le plus faible changement absolu. Par rapport à leurs points de départ il y a près d'une décennie, l'ordre du changement relatif a toutefois légèrement varié, le Moyen-Orient dépassant l'Asie.

Conséquences sur les affaires et la politique

« Atteindre l'égalité entre hommes et femmes constitue une nécessité absolue, et cela pour des raisons économiques. Seules les économies qui jouissent d'un accès plein et entier à l'ensemble de leurs talents demeureront concurrentielles et pourront prospérer. Mais ce qui est encore plus important est que l'égalité entre hommes et femmes est une question de justice. En notre qualité d'êtres humains, nous nous devons également de garantir des valeurs équilibrées », précise Klaus Schwab, Fondateur et Président exécutif du Forum économique mondial.

Les femmes en bonne santé et éduquées ont souvent des enfants en meilleure santé et mieux éduqués, ce qui crée un cercle vertueux pour la communauté ou le pays. Lorsque le nombre de femmes participant aux prises de décisions politiques atteint un seuil critique, leurs décisions, qui tiennent compte des besoins d'un plus vaste segment de la société, permettent d'obtenir des résultats bénéficiant à un plus grand nombre. Les sociétés qui recrutent des femmes, les maintiennent dans leur emploi et leur offrent des postes de direction sont plus performantes que les autres. Le rapport concerne les toutes dernières recherches menées sur les bénéfices de la parité entre hommes et femmes dans divers secteurs, l'exploitation actuelle des outils politiques et les pratiques commerciales, ainsi que les conséquences à venir pour les chefs d'entreprises et les responsables politiques.

Méthodologie

L'Indice mondial de l'écart entre les genres classe 142 pays en termes d'inégalité hommes/femmes dans les domaines de la santé, l'éducation, l'économie et la politique. L'objectif est ici de comprendre si les pays répartissent leurs ressources et opportunités équitablement entre les femmes et les hommes, quel que soit le niveau de revenu global. Le rapport mesure l'importance des inégalités de genre dans les quatre domaines suivants :

- participation et perspectives économiques – salaires, participation et leadership ;
- éducation – accès à l'éducation élémentaire et supérieure ;
- responsabilités politiques – représentation dans les structures décisionnaires ;
- santé – espérance de vie et le ratio des sexes à la naissance.

Les scores de l'indice peuvent être interprétés sous forme de pourcentage de l'écart comblé entre les femmes et les hommes, et permettent aux pays de comparer leurs performances actuelles et passées. En outre, les classements permettent d'établir des comparaisons entre les pays. Sur les 14 variables utilisées pour calculer l'indice, 13 proviennent de données brutes accessibles au grand public recueillies par des organisations internationales telles que l'Organisation internationale du Travail, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation mondiale de la Santé.

Gender Parity Programme (Programme de parité entre hommes et femmes)

Outre la comparaison des disparités entre hommes et femmes étudiée dans les *Rapports mondiaux sur l'écart entre les genres* et d'autres études locales, le Programme de parité entre hommes et femmes du Forum économique mondial diffuse des pratiques d'excellence applicables pour éliminer les disparités entre hommes et femmes dans le domaine économique, collabore dans le cadre de partenariats public-privé (Groupes de travail sur la parité entre hommes et femmes) dans des pays sélectionnés et travaille avec des communautés multipartites de décideurs et experts dans le but de combler les disparités entre hommes et femmes.

Les partenaires du Programme de parité entre hommes et femmes sont les suivants : Aetna, Bank of America, Burda Media, The Coca-Cola Company, EY, Heidrick & Struggles, JLL, ManpowerGroup, McKinsey & Company, NYSE, The Olayan Group, Old Mutual, Omnilife-Angelissima Group, Ooredoo, PwC, Renault-Nissan Alliance, SABMiller, Takeda Pharmaceutical et Tupperware.

Notes aux éditeurs

Consultez le rapport ici : <http://wef.ch/gendergap14>

Consultez les meilleures photos **Flickr** du Forum à l'adresse suivante : <http://wef.ch/pix>

Devenez fan du Forum sur **Facebook** à l'adresse <http://wef.ch/facebook>

Suivez l'actualité du Forum sur **Twitter** à l'adresse <http://wef.ch/twitter>

Consultez le **blog** du Forum à l'adresse <http://wef.ch/blog>

Découvrez les prochaines manifestations du Forum sur <http://wef.ch/events>

Abonnez-vous aux **communiqués de presse** du Forum sur <http://wef.ch/news>

Institution internationale soucieuse d'améliorer l'état du monde, le World Economic Forum promeut la coopération entre les sphères publique et privée dans un esprit de citoyenneté mondiale. Il invite les responsables économiques, politiques, universitaires et autres acteurs sociaux à mettre au point des programmes régionaux, mondiaux et sectoriels.

Fondation à but non lucratif créée en 1971, dont le siège se trouve à Genève (Suisse), le Forum est indépendant, impartial et ne défend aucun intérêt particulier. Il travaille en étroite coopération avec toutes les grandes organisations internationales (www.weforum.org).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>

Si vous ne souhaitez pas recevoir les communiqués de presse du World Economic Forum, cliquez [ici](#).